

Forfait hospitalier : la « méthode Buzyn » utilise les vieilles recettes

Paris, le 27 septembre 2017

On n'en croit pas ses oreilles ! Le 26 septembre, pour faire passer l'annonce de l'augmentation du forfait hospitalier, Agnès Buzyn, ministre des Solidarités et de la Santé, a osé affirmer avec un sourire rassurant que « *le forfait hospitalier, aujourd'hui, il est payé par les mutuelles, ce ne sont pas les Français qui le paient...* »

Le sourire n'avait rien de rassurant, il n'exprime, pour la Fnim, que le peu de considération de la ministre à l'égard des complémentaires santé. Tout aussi grave pour un responsable national se targuant d'une maîtrise technique des dossiers, une telle affirmation témoigne d'une méconnaissance flagrante du modèle mutualiste.

Si la ministre n'a fait que sous-entendre que ce qui est aujourd'hui le restera demain, la ligne rouge a été allègrement franchie le même jour par Frédéric Valletoux, président de la Fédération hospitalière de France qui, sans aucune retenue, expliquait que la hausse du forfait « *peut être pris en charge par les complémentaires elles-mêmes sur leur budget* »

Et pourquoi n'en serait-il pas de même avec l'augmentation de certaines consultations et demain avec le zéro reste à charge ?

De qui se moque-t-on ?

Pas seulement des mutuelles qui absorbent de plus en plus de défaillances du système de protection sociale dans les soins courants. Surtout des Français à qui on veut faire croire qu'ils n'auront pas à payer au final.

L'addition qu'on veut leur cacher se retrouvera nécessairement dans leur cotisation à leur complémentaire santé. Toute augmentation du risque technique doit en effet être compensée, l'ACPR y veille d'ailleurs avec beaucoup de rigueur. Rappelons que si la ministre a pu se hasarder ainsi, c'est d'abord un des effets pervers et toujours condamné par la Fnim de ces contrats irresponsables qui font de l'Etat un décideur exonéré de son rôle de payeur.

La Fnim condamne les propos et la méthode, qui veulent faire des mutuelles un outil de replâtrage des défaillances publiques.